

# Le maire et les cloches

Maire du Biot (Haute-Savoie, 570 habitants), Henri-Victor Tournier a été confronté à une pétition de résidents contre le « bruit » des cloches de vaches.

**Pétition.** « Il y a deux ans, je reçois en mairie une pétition contre le bruit provoqué par les cloches de nos vaches. Les auteurs me disent : "Faites le nécessaire on ne peut plus dormir" – en gros, retirez les cloches aux vaches. Mais les vaches, sans leur cloche, elles sont perdues. Elles se reconnaissent entre elles grâce à ce bruit, et une montagne sans cloche, c'est triste. Je suis étonné que, parmi les signataires, il y ait des propriétaires de résidences secondaires. Après tout, les vaches étaient là quand ils se sont installés ! Ensuite, plus sérieusement, avec les jeunes agriculteurs, nous organisons une soirée à flanc de montagne. Il y avait bien 500 personnes pour soutenir la tradition des cloches, alertées et invitées par un mot sur Facebook. Parmi les signataires de la pétition, une dame, ce soir-là, s'est réfugiée chez elle, de peur qu'on vienne lui pendre des cloches à la cheminée ! »

**Soutiens.** « L'affaire a fait le tour du monde. J'ai répondu à TF1, France Bleue, une télévision anglaise, outrée que des Britanniques aient signé la pétition... Une contre-pétition sur change.org a permis de réunir 120 000 signatures. J'ai reçu 378 000 soutiens sur Facebook et 2 000 par mail. Des Corses m'ont proposé de l'aide, un collègue m'a envoyé un arrêté municipal qu'il a pris, décrivant les "nuisances" – tracteurs, cloches d'église... – auxquelles tout nouvel habitant s'expose. J'ai repris sa mise en garde dans le cadre de la procédure d'instruction des permis de construire. J'étais bien soutenu : 80 % de mes habitants, situés sur le parcours des vaches tintinnabulantes, étaient d'accord avec moi. C'était malheureux, cette polémique, car elle touchait un alpagiste qui fait du lait et fromage à 1 200 m d'altitude, et évite à bien des habitants d'aller en chercher à des kilomètres au supermarché. »

**Traditions.** « De fil en aiguille, l'affaire s'est dégonflée. Les pétitionnaires ont compris qu'ils étaient allés trop loin. On ne vient pas dans un pays pour en nier les traditions. Par ailleurs, j'ai demandé à l'éleveur de réduire la taille des cloches, et un abreuvoir auquel les vaches se rendaient en courant a été déplacé. Moi, les traditions je suis pour. C'est pourquoi j'ai rétabli la sonnerie de l'angélus. Ça ne veut pas dire qu'il ne faut pas évoluer. Par exemple, je suis actuellement en bisbille avec les chasseurs car je voudrais interdire les battues quelques dimanches afin que nos touristes randonnent en sécurité. Je bataille alors que nous avons déploré des personnes tuées ces dernières années ! Mais la vie en commun, même à la campagne, est devenue le règne du "chacun pour soi". Et au milieu de tout ça, il y a le maire qui fait ce qu'il peut. »

Propos recueillis par **Bruno LEPRAT**



**« C'était malheureux, cette polémique, car elle touchait un alpagiste qui fait du lait et du fromage, et évite à bien des habitants d'aller en chercher à des kilomètres. »**

## Mes conseils

- Rester courtois : « Le maire est central ; je ne voulais pas que des cicatrices ne puissent se refermer. J'ai veillé à ce que les pétitionnaires soient respectés et considérés par la population. Ainsi, j'ai invité en conseil municipal les anti-cloches à s'exprimer. »
- Fourbir ses armes : « Bien sûr, j'étais prêt à aller au tribunal et à faire prévaloir nos traditions. Mais pour des cloches au cou de vaches ! Et je me demande pourquoi des personnes ont acheté ici si les bruits de la campagne sont intolérables. Nous sommes dans une zone touristique, les maisons se revendent, personne n'est prisonnier. »
- Défendre ses idées : « Des cloches, un chant de coq ou des sabots sur le pavé composent notre patrimoine. Alors pourquoi ne pas créer un label qui les protège ? Il empêcherait des juges d'interdire des sonneries d'église à la demande de gens venus de villes ou pour je ne sais quelle raison. »

## Mes remerciements

« Je remercie mes collègues maires du secteur, la population et de rares grands élus, comme notre sénateur, qui m'ont soutenu. Les journalistes, aussi, ont été déterminants. Je ne les ai pas cherchés et ils sont venus. J'ai fait avec ! En repartant, ils m'ont tous laissé leur numéro de téléphone, ils

suyaient notre conflit. Je n'ai pas eu besoin, en revanche, de juristes. Les pétitionnaires nous menaçaient de recours devant les tribunaux. Ça ne m'impressionnait pas. La soirée de soutien via Facebook leur a fait comprendre qu'ils couraient un grand risque : l'impopularité. »